

Appendice 1

Cf. PRODOC EN FICHER SEPRE

FONDS DE CONSOLIDATION DE LA PAIX (FCP)

PAGE DE GARDE DU DOCUMENT DE PROGRAMME²

Organisation des NU bénéficiaire: PNUD/ONUDI	Domaine Prioritaire : Revitalisation de l'économie en mettant l'accent sur les jeunes à risque et les femmes
Directeur du Programme: Nom: Secrétariat FCP Comores Coordonateur Principal du Programme : Umesh Palwankar Adresse: Maison des Nations Unies, B.P : 648 Moroni_Hamramba, Union des Comores Téléphone: 00269 773 15 58 Courriel: umesh.palwankar@undp.org	Ministère ou autre entité nationale: Nom: Ministère de l'Agriculture et de l'Environnement Adresse: BP 41 Moroni Téléphone: (00269) 775 00 00 Courriel: ministereagricomores@yahoo.fr
N° du Programme: 5	Durée du Programme: 24 mois Date de démarrage estimée: Décembre 2009
Nom du Programme: Promotion des conditions économiques et sociales des jeunes et des femmes dans l'île de Mwali au travers l'appui à l'agriculture	Lieu(x) couvert(s) par le Programme: <p align="center">Mwali</p>
Description du Programme: Le présent projet vise au développement des conditions socio-économiques de la jeunesse et des femmes à Mohéli, ainsi qu'au renforcement des liens commerciaux et sociaux entre cette île et les autres, en ciblant le domaine agricole qui dispose d'énormes potentialités mais qui reste peu développé par manque de moyens appropriés dans cette île.	Coût total du Programme: USD 1 160 000 Fonds de Consolidation de la Paix (FCP): USD 1 100 000 Contribution du Gouvernement en nature: USD 60 000 Autres: TOTAL: USD 1 160 000
Objectifs Globaux de Consolidation de la Paix et Objectifs Immédiats: L'objectif global est de favoriser l'insertion de la population cible dans la production économique afin d'accroître ses revenus et favoriser son insertion sociale en vue de minimiser les tensions sociales et communautaires. En objectifs immédiats, il est prévu 1) La création d'emplois stables et d'activités génératrices de revenus pour les jeunes et les femmes dans le secteur agricole, 2) Resserrer les liens entre les communautés vivant sur l'île et 3) Promouvoir la participation des femmes dans le développement socio-économique.	

² Le terme "programme" est utilisé pour projets, programmes et programmes conjoints.

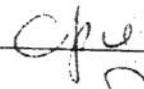
Résultats et Activités Clés:

Les résultats attendus de ce projet sont 1) les populations cibles participent à l'activité économique et sont moins marginalisées, 2) les tensions intercommunautaires sont significativement réduites dans l'île et 3) les femmes participent pleinement à la vie socio-économique de l'île et du pays.

L'action focalise sur des interventions ciblées du projet « île du millénaire », en droite ligne avec les plans des priorités du Plan Prioritaire pour la consolidation de la paix et se résume à trois interventions.

1) Le développement de la filière maraîchère, 2) Le développement de la filière avicole et 3) La transformation et la commercialisation de produits agricoles.

Montant Total Approuvé: S 1 160 000

Au nom de:	Signature	Date	Nom/Titre
Autorité nationale		24/11/09	vice - Président de l'Union des Comores Ministre de l'Agriculture et de l'Environnement
Organisation des NU bénéficiaire		24/11/2009	PNUD/ONUDI
Co-président (Gouvernement)		24/11/2009	Ikililou Dhoinine, Vice-président
Co-président (ONU)		24/11/2009	Opia Mensah Kumah, CR

1. ANALYSE DE LA SITUATION ET CONTEXTE

L'île autonome de Mwali (Mohéli en Français) est la plus petite des îles Comores. Elle couvre une superficie de 290 km² pour une population totale d'environ 43.000 habitants dont la moitié est âgée de moins de 15 ans et 20% sont des enfants de moins de cinq ans. L'île accuse un solde migratoire net positif notable vis-à-vis des autres îles du pays qui explique, en partie, le fait que sa population croît plus vite (3,2% par an) que la moyenne nationale (2,35% par an).

L'île connaît depuis le milieu des années quatre vingt, à l'instar des autres îles de l'Union des Comores, une crise économique et financière chronique accentuée par des tensions politiques. Ce marasme économique qui a entraîné une paupérisation importante de la population et relayé un sentiment d'injustice à l'égard des autres îles de l'Union, a fait de l'île l'épicentre des tensions politiques et séparatistes fréquentes qui ont eu lieu pendant ces vingt dernières années. L'économie de l'île est presque exclusivement basée sur l'agriculture, la pêche et, à un degré moindre, l'élevage. L'industrie y est quasiment inexistante et le secteur tertiaire est réduit au commerce de produits importés. Les potentialités agricoles de l'île sont énormes. Elle est réputée être le grenier de l'archipel et, de fait, elle exporte beaucoup de denrées agricoles vers les autres îles, notamment la banane et les féculents. Le taux de chômage dans l'île est estimé à 20% contre une moyenne nationale de 14% et le taux de pauvreté monétaire y est de 49,1% contre 45% pour l'ensemble des Comores.

Au cours de cette longue période, il a été constaté que les jeunes et les femmes ont toujours constitué le fer de lance des actions de déstabilisation et à cet effet, ont été les premières victimes des manipulations politiques.

Le présent programme, qui s'appuie sur le projet « *île du Millénaire* », vise donc à réduire considérablement les risques de manipulations diverses qui menacent la paix durable, par la promotion des conditions économiques des jeunes à risque et des femmes à travers des actions ciblées dans le domaine de l'agriculture.

2. JUSTIFICATION DU PROGRAMME

Le plan prioritaire identifie clairement le mécontentement continu à Mohéli, engendré par des sentiments d'injustice et de négligence vis-à-vis des autorités de l'Union, malgré sa contribution à l'économie, surtout par la production agricole, comme étant un élément de déstabilisation. Ce mécontentement a contribué au développement du séparatisme qui, historiquement, a pris ses racines à Mohéli avant de se propager à Anjouan. En plus, Mohéli se trouve très touchée par les tensions politiques actuelles découlant de la réforme constitutionnelle, du fait de l'incertitude qui pèse sur le maintien de la tournante de la présidence de l'Union en sa faveur en 2010. A la lumière de ces observations et celles faites précédemment, ce programme FCP vise à la création d'emplois pour la jeunesse, une plus grande participation des femmes dans le développement socio-économique de l'île ainsi qu'à renforcer les liens commerciaux et sociaux entre Mohéli et les autres îles.

Mwali a des potentialités agricoles qui ne sont pas encore développées par manque des moyens appropriés, et souvent les produits en surproduction tel que les légumes, les fruits, le manioc, le café et les fruits à pain, souffrent très souvent d'une absence des moyens de transformation, de conditionnement et de conservation. Par ailleurs, deux groupes vulnérables (jeunes, femmes) sont les plus touchés par la crise économique et financière qui affecte l'île depuis des années et ont pris part activement aux activités sécessionnistes qui ont mis en mal l'unité et l'intégrité territoriale des Comores. Il faut noter aussi que les mouvements migratoires intenses vers Mwali qui favorisent l'accroissement rapide de la population de l'île accentuent la pauvreté. Cette croissance démographique qui n'est pas suivie d'une croissance comparable de la production agricole, accentue les suspicions intercommunautaires et inter îles et contient de toute évidence les germes d'une réelle menace pour la paix et la stabilité aux Comores.

Ce programme consiste à moderniser les secteurs agricole à travers des techniques de production, de conservation, de transformation et de promotion de ventes, pour fournir des emplois pour bon nombre de jeunes désaffectés et de femmes dans l'île, atténuant ainsi les perceptions d'injustice et les tensions existantes qui pourraient entraver les efforts de consolidation de la paix dans le pays. Le projet a aussi, à travers la transformation et la commercialisation des surplus, la potentialité de promouvoir les échanges entre les différentes couches et segments de la population comorienne et favoriser ainsi la cohésion sociale. Par ailleurs, l'amélioration attendue des revenus des populations rurales va permettre d'atténuer les tensions communautaires qui sont sous-tendues par les conditions de vie difficiles qui prévalent dans le milieu.

Outre le fait d'intégrer les populations cibles dans le processus de production et les mettre ainsi à l'abri de manipulations néfastes pour la paix, l'action va promouvoir le commerce inter îles. Au travers la commercialisation structurée, sur les autres îles, des produits agroalimentaires de Mwali, elle va contribuer à renforcer l'inclusion de cette dernière dans le commerce interne nationale arrimant davantage l'île de Mwali dans le processus de développement économique et social du pays. L'action permettra de consolider la paix au travers la promotion des échanges entre les îles et intercommunautaires, ce qui constitue une approche novatrice pour la consolidation de la cohésion sociale et nationale. En contribuant à l'accroissement de la production agricole et de la sécurité alimentaire dans l'île et au niveau national et à la création d'emplois décentés et d'activités génératrices de revenus pour les populations cibles, la projet favorisera grandement la réduction de risque de déstabilisation de la paix au niveau de l'île et partant au niveau du pays, Le projet aidera également à la consolidation de l'unité nationale au travers de la promotion des échanges inter îles qui va créer des interdépendances positives entre elles et une plus grande intégration de l'île de Mwali dans l'économie nationale.

3. DEMARCHE DU PROGRAMME

Le programme consiste à apporter les technologies, les intrants et autres ressources requises pour le développement de deux filières identifiées comme hautement porteuses dans l'île (filières agricole et maraichère) et acquérir les machines et les technologies appropriées pour la transformation des principaux produits de l'île, leur conservation et leur commercialisation.

La relance du secteur agricole, à travers une amélioration de la productivité et le développement de nouvelles spéculations, nécessite un bon encadrement et des associations solides et dynamiques, et une facilitation de l'accès de ces groupes vulnérables à la terre. Il est particulièrement important d'organiser les circuits d'approvisionnement en intrants agricoles et la commercialisation, en impliquant davantage les bénéficiaires. Un accent sera mis également sur la mise en place de synergies avec des mécanismes d'accès aux crédits adaptés aux bénéficiaires du programme, en s'appuyant sur les institutions existantes dans ce domaine (AMIE, MECK, SANDUK)

La promotion des entreprises agricoles dans l'île est aussi un élément clef pour la relance du secteur agricole par l'organisation des jeunes et femmes comme **entrepreneurs agricoles** et plus particulièrement dans le secteur agroalimentaire. Les producteurs présents dans l'île seront bénéficiaires du programme, mais l'accent sera mis sur les jeunes, les femmes et les paysans sans terre afin de fixer ces groupes vulnérables dans leur zone de résidence. L'existence des associations et des groupements agricoles constitue un atout pour accompagner les structures en charge du programme à identifier les principaux bénéficiaires et les emmener à s'approprier ce programme par une approche participative.

En termes d'impact, il est estimé qu'au terme du projet, au moins 500 jeunes et femmes (y compris les jeunes et les femmes diplômés qui sont au chômage) auront trouvé un emploi et/ou amélioré substantiellement leurs revenus dans le cadre de la promotion des activités de valorisation des produits agricoles au niveau de l'île.

Les principales stratégies du programme se résument ainsi :

- Comme tenu du nombre important d'interventions retenues, le projet est structuré selon une approche programme pour profiter des économies d'échelle tout en facilitant les effets de synergie au niveau des différentes actions et pour conserver la flexibilité requise pour travailler dans un environnement institutionnelle relativement faible ;

- Le Programme se veut être donc un ensemble d'actions cohérentes, en synergie réciproque et focalisées de façon efficace pour un impact visible et véritablement profitable aux bénéficiaires concernés;
- Le renforcement des capacités est au cœur de l'action du projet (création d'un environnement habilitant pour des activités productives rentables dans les domaines ciblés, mise en place de structures et mécanismes appropriés pour faciliter la conduite des actions et assurer la réussite, formation des populations cibles aux techniques requises pour les activités visées)
- Le projet mettra l'accent sur l'utilisation des compétences locales et la coopération Sud-Sud dans le cadre de l'appui technique et méthodologique requis
- Le projet intègre une approche filière qui permet de sécuriser les activités de production par un accompagnement en amont et en aval.

Durabilité du Programme :

L'action s'inscrit dans le cadre du programme « île du millénaire » dont il favorise le lancement. Il s'agit d'un vaste programme visant à permettre à l'île de Mwali de réaliser les Objectifs du millénaire pour le développement. Le gouvernement et ses partenaires mobilisent des ressources pour mettre en œuvre ce programme qui va aider les communautés rurales de l'île de Mwali à réaliser les OMD à travers leur autonomisation par le biais de la participation et du leadership au niveau de la conception, de l'exécution, du contrôle et de l'évaluation des actions. Des partenaires, comme le FIDA, ont déjà affirmé leur volonté de s'engager, avec des ressources conséquentes, dans un avenir proche, dans des appuis dans les domaines concernés par l'action de ce l'actuel projet. L'action va favoriser l'installation d'une autonomie régionale durable, rendue possible par une prise de conscience collective des populations cibles, ce qui contribuera aussi à sa pérennisation. La durée de ce programme est de deux ans

4. ARRANGEMENTS DE GESTION ET DE COORDINATION

La Vice-présidence chargée du Ministère de l'Agriculture, de la Pêche, de l'Environnement et de l'Energie, en charge de l'Industrie et de l'Artisanat, par l'entremise de la Direction Générale de la Production et de l'Environnement de l'île autonome de Mohéli, et en partenariat avec la Direction Générale du Plan de l'île, le PNUD et l'ONUDI, sera responsable de la mise en œuvre du programme. Ces entités seront appuyées par le Commissariat à la Solidarité et à la Promotion du Genre et par le secrétariat FCP et bénéficieront de l'expertise technique des autres partenaires clés nationaux tels FADESIM, RNFD, ASCOBEF, RENAG, AMIE, SNAC, FNAC ainsi que celle de l'ONUDI.

Un Comité Directeur du Programme de Mohéli (CDPM) sera créé pour la mise en œuvre, composé notamment du Directeur Général de la Production et de l'Environnement, d'un représentant du CGP, des Directeurs Généraux du Plan des îles, des représentants d'organisations professionnelles et des personnes ressources.

Au plan opérationnel, une unité de Gestion du Programme sera mise en place, dirigée par un Coordonnateur. Cette unité sera chargée de préparer le programme d'activités annuel et les rapports sur l'état d'avancement du programme, s'assurer du respect des procédures dans la passation des marchés de travaux, d'équipement et des services.

Quant aux capacités de mise en œuvre, il est à noter que le programme bénéficiera : des ressources humaines compétentes au sein du Ministère de l'Agriculture, des ressources humaines au sein des organisations professionnelles et autres ONGs partenaires du projet, de certains équipements appropriés disponibles au sein du Ministère de l'Agriculture et dans les communautés locales, les compétences et l'expérience de l'ONUDI en matière de conservation et de transformation de produits agricoles, et les compétences et l'expérience du PNUD en matière de renforcement de capacités et l'expérience acquise dans le domaine de l'agroalimentaire notamment avec le Centre Songhai du Bénin.

5. SUIVI ET EVALUATION

La Direction générale de la production et l'environnement, en collaboration avec la Direction Générale du Plan auront pour principale mission d'assurer le suivi et le contrôle de l'exécution des sous-projets afin de s'assurer que les engagements signés par toutes les parties prenantes sur l'exécution des sous-projets sont scrupuleusement respectés. Pour ce faire des visites fréquentes sur le terrain seront effectuées pour vérifier la qualité des travaux et des prestations, ainsi que la réalité des informations fournies par les bénéficiaires.

Du côté du système des Nations Unies, le PNUD et l'ONUDI se trouvent dans les instances de mise en œuvre du programme. Ils seront encadrés dans ce contexte par le chargé de suivi et évaluation rattaché au secrétariat FCP. Ce dernier et le secrétariat FCP, assureront le suivi auprès du Comité de Pilotage Conjoint.

Tableau 1. Résumé du plan de suivi-évaluation

Activités de gestion	But	Contenu	Fréquence
Plan de mise en œuvre	Élaborer un plan d'activités et de ressources pour les deux années du projet.	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Revue des paramètres du projet ✓ Plan de gestion détaillé ✓ Appréciation des conditions critiques ✓ Liste des indicateurs qui serviront à la mesure de l'atteinte des résultats ✓ Budget prévisionnel révisé 	Au maximum, deux mois après le début du projet; mise à jour au cours de la 2 ^{ème} année.
Journal des risques	Fournir une archive d'information sur les risques, leur analyse, les contre-mesures et leur statut	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Brève description du risque ✓ Type de risque ✓ Commentaires (sur impact, probabilité, proximité et contre-mesure(s)) ✓ Qui est désigné pour surveiller le risque ✓ Qui a signalé le risque ✓ Date de la dernière mise à jour ✓ État actuel 	Toujours quand un risque se présente.
Journal des problèmes	Saisir et suivre la situation de tous les problèmes du projet dès leur apparition.	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Brève description du problème ✓ Type de problème de projet (une demande de changement, un problème général tel qu'une question, une déclaration ou une préoccupation) ✓ Qui a signalé le problème ✓ Date de la dernière mise à jour ✓ État actuel 	Toujours quand un problème se présente
Plan de travail annuel	Planifier les activités annuelles	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Plan de mise en œuvre révisé et sommaire des activités prévues ✓ Chronogramme d'activités annuelles. 	Au début du projet à la soumission du rapport annuel
Rencontre du Comité technique de pilotage	<ul style="list-style-type: none"> • Faire le bilan du projet • Assurer la collaboration des partenaires à la mise en œuvre des activités du projet. 	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Analyse et approbation du plan de mise en œuvre. ✓ Analyse et bilan des plans de travail de l'année ✓ Approbation du nouveau plan de travail annuel révisé. ✓ Recommandations en vue d'optimiser les effets du projet. 	Au moins une fois par semestre
Rapports trimestriels	Faire le bilan des activités trimestrielles	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Sommaire des activités. ✓ Rapports financiers. 	Trimestriel
Rapport annuel	Faire état de l'avancement du projet au Comité de pilotage et ajuster le plan de mise en œuvre et le budget.	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Plan de mise en œuvre mis à jour ✓ Budget global révisé ✓ État d'avancement du PNDDR 	À la fin de chaque année
Rapport à mi-parcours	Faire le bilan des activités sur la base du plan de travail annuel.	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Sommaire des activités. ✓ Progrès réalisés ✓ Leçons tirées. ✓ Rapports financiers. 	A mi-parcours du programme
Rapport final	Faire état de la livraison des extrants et de l'atteinte des résultats au terme du projet.	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Sommaire des activités. ✓ Durabilité des effets ✓ Pérennité des institutions et cadres opérationnels mis en place ✓ Leçons à tirer du projet 	À la fin du projet
Rapports techniques	Rendre compte des missions des experts ponctuels	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Détails et résultats de la mission, calendrier et budget 	À la fin de chaque mission

6. ANALYSE DE RISQUES ET HYPOTHESES

Les risques éventuelles sont de nature politique, étant entendu que les conflits entre le pouvoir central et le pouvoir insulaire se sont accentués depuis la tenue du référendum. En effet les actions relatives à la sécurité foncière, aux divagations des animaux et au vol ne trouveront pas d'interlocuteur approprié. D'autres risques pourraient être représentés par de mauvais choix techniques ou technologiques.

L'appropriation du programme par des jeunes et femmes représente aussi une condition sine qua non pour sa réussite du programme et ceci relève de la responsabilité de l'agence qui sera retenue pour la sensibilisation et l'encadrement.

Sur le plan politique, le programme FCP bénéficie du soutien des plus hautes instances gouvernementales, qui pourraient être sollicitées pour adresser des blocages éventuels. Le recours systématique à l'expertise technique du PNUD et de l'ONUDI serait à même de prévenir les risques découlant des mauvais choix en matière technique et technologique.

7. LE CADRE LOGIQUE

Objectifs	Indicateurs objectivement vérifiables	Moyens de vérification	Principales hypothèses critiques
<p><u>OBJECTIF GLOBAL</u></p> <p>Inscrire la population cible dans la production économique pour accroître ses revenus et favoriser son insertion sociale en vue de minimiser les tensions sociales et communautaires</p>	<p>Emplois de jeunes et de femmes créés ou consolidés par le projet</p>	<p>- rapports du projet</p> <p>- données des OP</p> <p>- données des ONG</p>	<p>- Les autorités et les populations cibles s'approprient bien l'action</p> <p>- les leaders communautaires adhèrent à l'action</p> <p>- les ressources du projet sont disponibles dans les délais impartis</p>
<p><u>OBJECTIF SPECIFIQUE 1</u></p> <p>Créer des emplois stables et des activités génératrices de revenus pour les jeunes et les femmes dans le secteur agricole (maraîchage, aviculture, transformation et commercialisation de produits agricoles)</p>	<p>- nombre d'emplois stables créés ou consolidés</p> <p>- nombre d'activités génératrices de revenus créées ou consolidées</p>	<p>Rapports d'activités du projet</p>	<p>Les jeunes acceptent de se fixer en milieu rural et de travailler dans l'agriculture</p>
<p>A. MARAICHAGE</p>			
<p><u>RESULTAT 1.a.1</u></p> <p>Les conditions de production sont améliorées et la production protégée</p>			
<p><u>ACTIVITES</u></p>			
<p><i>1. a.1.1. Former les intervenants sur les normes de qualité de production</i></p> <p>- Etablir des normes de qualité sur les différents maillons de la filière</p>	<p>production maraîchère en volume</p>	<p>Statistiques des organisations professionnelles</p>	<p>Amélioration des rendements agricoles dans la filière</p>
<p><i>1. a.1.2 Sécuriser les maraîchers par rapport au problème foncier</i></p> <p>- Identifier les propriétés dans les zones de production proposée</p> <p>- Etablir des propositions de contrats (mélayage, fermage)</p> <p>- Organiser des réunions pour sensibiliser les propriétaires fonciers</p> <p>- Organiser des réunions pour sensibiliser les administrations concernées</p>	<p>Nombre d'intervenants formés</p> <p>- nombre de textes légaux et réglementaires adoptés dans le foncier</p> <p>- nombre de contrats formels signés entre propriétaires fonciers et promoteurs</p>	<p>Rapports du projet</p> <p>- les rapports du projet</p> <p>- les statistiques des organisations professionnelles</p>	<p>Les différents intervenants sont sensibles à l'aspect normes de qualité</p> <p>- les autorités politiques s'investissent dans la recherche de solutions partielles au foncier</p> <p>- les propriétaires fonciers jouent la transparence les systèmes de faire-valoir</p>

<p>1. a.1.3 Rendre l'eau disponible pour la production maraîchère dans les sites de production</p> <ul style="list-style-type: none"> - Faire des branchements sur le réseau - Construire des bassins de stockage communs dans les sites de production - Construire deux bassins sur chaque site de production de 9m3 	<ul style="list-style-type: none"> - Nombre de sites de production maraîchère approvisionnés en eau en permanence 	<ul style="list-style-type: none"> - les rapports du projet - les statistiques des organisations professionnelles 	<p>les pouvoirs publics et leurs partenaires au développement poursuivent et amplifient le processus de dotation des régions et localités en eau</p>
<p>1.a.1.4 Equiper les maraîchers</p> <ul style="list-style-type: none"> - Acheter des pompes de traitement - Acheter des arrosoirs - Acheter des outils (râteau, pelle, pioche, tuyaux arrosage etc.) - Acheter des outils de récolte (brouettes, paniers,) 	<ul style="list-style-type: none"> - proportion de maraîchers disposant de matériels basiques pour l'exercice de la fonction 	<ul style="list-style-type: none"> - les rapports du projet - les statistiques des organisations professionnelles 	<p>Le matériel requis peut être obtenus rapidement et au moindre coût</p>
<p>1. a.1.5 Former les maraîchers sur les techniques de production</p> <ul style="list-style-type: none"> - Organiser des ateliers de formation pour les maraîchers pour une semaine - Concevoir des fiches de conduite pour chaque plante 	<ul style="list-style-type: none"> - Nombre d'ateliers de formations organisés - proportion de maraîchers formés aux techniques de production 	<ul style="list-style-type: none"> - les rapports du projet - les statistiques des organisations professionnelles 	<ul style="list-style-type: none"> - le pays dispose d'experts nationaux requis pour la formation - le projet peut mobiliser des formateurs étrangers dans le cadre de la coopération Sud-Sud
<p>1. a.1.6. Appuyer les maraîchers pour l'obtention des intrants et semences</p> <ul style="list-style-type: none"> - Contractualiser avec des fournisseurs d'intrants et semences - Distribuer des intrants et semences aux maraîchers - Distribuer des tenues - Sensibiliser les maraîchers sur la gestion des intrants et semences 	<ul style="list-style-type: none"> - nombre annuel de rupture de stocks d'intrants et semences par catégorie sur le marché - nombre de séances de sensibilisation à la gestion des intrants et semences 	<ul style="list-style-type: none"> - les rapports du projet - les statistiques des organisations professionnelles 	<ul style="list-style-type: none"> - des fournisseurs d'intrants et semences sont disponibles dans la sous-région - le pays dispose de cadres nationaux capables de produire des semences sur place
<p>1. a.1.7 Appuyer techniquement sur l'utilisation des intrants</p> <ul style="list-style-type: none"> - Former les maraîchers sur les techniques d'utilisation des intrants - faire des suivis auprès des maraîchers sur l'utilisation des intrants 	<ul style="list-style-type: none"> - nombre de maraîchers formés sur les techniques d'utilisation des intrants - nombre de visites de suivi sur l'utilisation des intrants par les maraîchers 	<ul style="list-style-type: none"> - les rapports du projet - les statistiques des organisations professionnelles 	<p>le pays dispose des cadres nationaux compétents requis pour la formation et le suivi dans l'utilisation des intrants</p>
<p>1. a.1.8 Sensibiliser les bénéficiaires sur les conditions de production</p> <ul style="list-style-type: none"> - Organiser des réunions sur la philosophie du projet - Organiser des réunions sur les questions de la rentabilité de la production - Organiser des réunions pour les consommateurs sur les questions de la production 	<p>Nombre de réunions de sensibilisation tenues</p>	<p>les rapports du projet</p>	<p>les pouvoirs publics et les OP s'investissent bien dans le projet</p>

<p><i>1.a.1.9. Former et appuyer techniquement les maraîchers sur la maintenance des équipements</i></p>	<ul style="list-style-type: none"> - nombre de promoteurs formés - nombre de visites d'appui enregistrées 	<ul style="list-style-type: none"> - les rapports du projet - les statistiques des organisations professionnelles 	<p>Le pays dispose de compétences nationales en matière de maintenance des équipements visés</p>
<p>RESULTAT 1. a. 2 L'accès au financement est facilité pour les promoteurs de la filière</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Le nombre de crédits consentis aux promoteurs de la filière - volume des subventions accordées à la filière 	<ul style="list-style-type: none"> - les rapports du projet - les statistiques des organisations professionnelles 	<p>les IFD et les banques développement de produits adaptés aux populations cibles et à l'activité maraîchère</p>
<p>ACTIVITES</p>			
<p><i>1. a. 2.1. Plaider auprès des autorités et des bailleurs pour soutenir le secteur de maraîchage</i></p>	<p>Nombre de réunions de sensibilisation et de plaidoyer tenues</p>	<p>les rapports du projet</p>	<p>La demande solvable de produits maraîchers est importante</p>
<p><i>1. a. 2.2 Sensibiliser les institutions financières pour un soutien à la filière</i></p>	<p>Volume du crédit consentis par les institutions financières aux promoteurs dans la filière</p>	<ul style="list-style-type: none"> - les rapports du projet - les statistiques des organisations professionnelles 	<p>Les prix des produits maraîchers sont attractifs</p>
<p><i>1. a. 2.3. Appuyer les promoteurs dans l'élaboration de dossiers bancaibles</i></p>	<p>Nombre de dossiers bancaibles élaborés</p>	<ul style="list-style-type: none"> - les rapports du projet 	<p>Les institutions financières facilitent le financement des dossiers bancaibles soumis</p>
<p><i>1.a.2.4. Mettre en place une ligne de crédit accessible aux opérateurs de la filière</i></p>	<p>Ouverture de la ligne de crédit auprès d'une institution financière</p>	<ul style="list-style-type: none"> - les rapports du projet 	<p>les institutions financières acceptent de cofinancer les projets admis sur la ligne de crédit</p>
<p>B. AVICULTURE</p>			
<p>Résultat 1.b.1 Les intrants pour la production avicole sont disponibles et accessibles</p>	<ul style="list-style-type: none"> - nombre annuel de rupture de stocks d'intrants par catégorie sur le marché - Prix des intrants 	<ul style="list-style-type: none"> - les rapports du projet - les statistiques des organisations professionnelles 	<ul style="list-style-type: none"> - des fournisseurs d'intrants et semences sont disponibles dans la sous-région - le pays dispose de cadres nationaux capables de produire sur place certains intrants
<p><i>1.b.1.1. Etablir des contrats avec des fournisseurs de provende et poussins pour approvisionner les promoteurs</i></p>	<p>Fréquence des ruptures de stocks d'intrants sur le marché</p>	<ul style="list-style-type: none"> - les rapports du projet - les statistiques des OP 	<p>Les intrants sont disponibles auprès des fournisseurs de la sous-région à prix soutenables</p>
<p><i>1.b.1.2 Commander et approvisionner les promoteurs en matériel d'élevage de volaille</i></p>	<p>Fréquence des ruptures de stocks en matériel d'élevage sur le marché</p>	<ul style="list-style-type: none"> - les rapports du projet - les statistiques des OP 	<p>Le matériel est disponible auprès des fournisseurs de la sous-région à prix soutenables</p>

<i>1.b.1.3. Commander et approvisionner les promoteurs en vaccins et médicaments vétérinaires</i>	Fréquence des ruptures de stocks en vaccins et médicaments sur le marché	- les rapports du projet - les statistiques des OP	Les vaccins et médicaments sont disponibles auprès des fournisseurs de la sous-région à prix soutenables
<i>1.b.1.4. Etablir des contrats d'assistance aux promoteurs avec une ONG professionnelle en santé animale</i>	Contrat opérationnel	- les rapports du projet	Disponibilité d'une ONG en santé animale dans le pays
<i>1.b.1.5. Acquérir une unité de fabrication de la provende</i>	Unité de fabrication de provende installée	- les rapports du projet	Les coûts relatifs de production de provende sur place sont avantageux
<i>1.b.1.6. former des cadres sur la préparation de la provende</i>	Cadres formés sur la préparation de provende	- les rapports du projet	Les formateurs existent sur place ou peuvent être mobilisés dans le cadre de la coopération Sud-Sud
<i>1.b.1.7. Etablir des contrats avec un fournisseur de matières premières pour la fabrication de la provende et la production des poussins</i>	Contrats opérationnels	- les rapports du projet	existence de fournisseurs locaux ou dans la région à moindre coût
<i>1.b.1.8. Produire localement la provende et les poussins</i>	- proportion de provende produite localement -proportion de poussins produits localement	- les rapports du projet - les statistiques des OP	Les coûts relatifs de production de provende et de poussins sur place sont avantageux
<i>1.b.1.9. Mettre en place un laboratoire analyse de la provende</i>	Laboratoire opérationnelle	- les rapports du projet	Compétences disponibles localement pour le fonctionnement
<i>1.b.1.10. Mettre en place une ligne de crédit accessible aux opérateurs de la filière</i>	Ouverture de la ligne de crédit auprès d'une institution financière	- les rapports du projet	les institutions financières acceptent de cofinancer les projets admis sur la ligne de crédit
Résultat 1.b.2 Les opérateurs sont sensibilisés et formés	Augmentation de la production avicole	- les rapports du projet - les statistiques des OP	Les perspectives dans la filière sont attractives
<i>1.b.2.1 Sensibiliser les populations cibles sur les potentialités et les perspectives de la filière</i>	- nombre de nouveaux opérateurs dans la filière	- les rapports du projet - les statistiques des OP	Les perspectives dans la filière sont attractives
<i>1.b.2.2. Identifier les besoins en formation des opérateurs et assurer les formations</i>	- nombre d'opérateurs formés	- les rapports du projet	Le pays dispose de cadres nationaux compétents en matière d'aviculture
C. CONSERVATION, TRANSFORMATION ET COMMERCIALISATION DE PRODUITS AGRICOLES			
Résultat 1.c.1 Les principaux produits agricoles pertinents sont bien conservés et/ou transformés localement	- techniques de conservation introduites ou consolidées - part de la production transformée	- les rapports du projet - les statistiques des OP	Les problèmes d'approvisionnement en énergie sont maîtrisés

<i>I.c.1.1. identifier et sensibiliser les bénéficiaires pour les formations en techniques de conservation et de transformation</i>	nombre de candidats identifiés pour les formations	- les rapports du projet	Le pays dispose de masses critiques de produits pour la transformation
<i>I.c.1.2. former les bénéficiaires sur les techniques simples et accessibles de conservation et de transformation</i>	Nombre de bénéficiaires formés	- les rapports du projet - les statistiques des OP	Le pays dispose de cadres nationaux compétents en matière de conservation et transformation
<i>I.c.1.3. mener une étude pour identifier les principaux produits à transformer à plus grande échelle</i>	Produits à transformer répertoriés	Rapport de l'étude	Existence d'un début de consensus sur les produits à transformer
<i>I.c.1.4. identifier les machines appropriées à acquérir pour la transformation et la conservation des produits retenus</i>	Les machines pertinentes répertoriées	- les rapports du projet	Le pays dispose de masses critiques de produits pour la transformation
<i>I.c.1.5. acquérir les équipements appropriés pour les unités de transformation et de conservation</i>	Les unités de transformation et de conservation sont équipées	- les rapports du projet - les statistiques des OP	Le pays dispose de masses critiques de produits pour la transformation
<i>I.c.1.6. construire et équiper des magasins de stockage</i>	Nombre de magasins de stockage fonctionnels	- les rapports du projet - les rapports des OP	Les autorités locales et/ou les collectivités mettront à la disposition du projet les terrains requis
<i>I.c.1.7. mettre en place et équiper un laboratoire d'analyse et de contrôle des produits</i>	Laboratoire fonctionnel	Rapport du projet	le pays dispose des techniciens pour le fonctionnement du labo ou peut les mobiliser dans le cadre de la coopération Sud-Sud
<i>I.c.1.8. Acquérir des emballages appropriés</i>	Régularité de la disponibilité des emballages sur le marché	- les rapports du projet - les statistiques des OP	Existence de la région d'unité de fabrication d'emballages à moindre coût
Résultat 1.c.2 La commercialisation des principaux produits agricoles est assurée de manière efficiente	Part de la production agricole qui est commercialisée	- les rapports du projet - les statistiques des OP - données administratives	La production augmente significativement et dégage des surplus pour la commercialisation
<i>I.c.2.1. Aménager l'accès aux sites de production</i> - Débroussailler les chemins d'accès aux sites - Faire des terrassements pour faciliter l'accès aux sites	Nombre de sites de production désenclavés	- les rapports du projet - les statistiques des OP	les considérations foncières n'entravent pas les initiatives
<i>I.c.2.2. Structurer le circuit de commercialisation</i>	Nombre de points de vente formels installés	- les rapports du projet - les statistiques des OP	La production augmente significativement et dégage des surplus pour la commercialisation
<i>I.c.2.3. acquérir des véhicules appropriés pour le transport des</i>	- deux pick up sont disponibles - un camion est disponible	Rapport du projet	La production augmente significativement et dégage des surplus

<i>produits</i>				surplus pour la commercialisation
1.c.2.4. <i>acquérir les petits bateaux rapides appropriés pour le transport des produits agricoles</i>	Trois bateaux sont disponibles	Rapport du projet		La production augmente significativement et dégage des surplus pour la commercialisation
1.c.2.4. <i>prospector le marché de Mayotte et les marchés régionaux</i>	Les ventes de produits locaux vers Mayotte et la région	- les rapports du projet - les statistiques des OP		La production augmente significativement et dégage des surplus pour l'exportation
OBJECTIF SPECIFIQUE 2				
Resserrer les liens entre les communautés vivant sur l'île	Nombre de structures intercommunautaires nouvelles	- données des ONG - données administratives		Les tensions politiques inter îles sont maîtrisées
Résultat 2.1				
les conflits intercommunautaires sont significativement réduits dans l'île	Nombre de conflits intercommunautaires enregistrés	- données des ONG - données administratives		Les leaders politiques et communautaires s'impliquent dans la prévention des conflits
<i>2.1.1. promouvoir le regroupement des producteurs en coopératives locales intercommunautaires</i>				
- organiser des réunions de sensibilisation à la formation de coopératives				
- accorder la priorité aux coopératives multicommunautaires dans l'attribution des subventions et autres avantages aux structures intercommunautaires	Nombre de coopératives créées	Rapports du projet		Les leaders communautaires s'impliquent dans le rapprochement des communautés
<i>2.1.2 Créer un groupement d'intérêt économique maraîcher</i>				
- Organiser des réunions de sensibilisation pour la mise en place du GIE	Le GIE est opérationnel	Rapports du projet		les opérateurs sont conscients des enjeux et de l'intérêt d'un tel groupement
- Elire un bureau pour le GIE				
- Doter le GIE des instruments et outils de travail				
<i>2.1.3 Créer un groupement d'intérêt économique avicole</i>				
- Organiser des réunions de sensibilisation pour la mise en place du GIE	Le GIE est opérationnel	Rapports du projet		les opérateurs sont conscients des enjeux et de l'intérêt d'un tel groupement
- Elire un bureau pour le GIE				
- Doter le GIE des instruments et outils de travail				
<i>2.1.4. introduire dans les différentes formations des producteurs et autres promoteurs des modules liés à la prévention et à la gestion des conflits et à la consolidation de la paix</i>	- Séances de formation réalisées - contenu des formations	Rapports de formations		les modules sont disponibles dans le cadre des interventions dans les autres projets du PBF

<p>OBJECTIF SPECIFIQUE 3 Promouvoir la participation des femmes dans le développement socio-économique</p>	<p>Emplois féminins générés ou consolidés grâce au projet</p>	<p>- rapports du projet - statistiques des OP</p>	<p>les leaders politiques et communautaires ainsi que les femmes s'engagent dans l'action</p>
<p>Résultat 3.1 Les femmes participent pleinement à vie socio-économique de l'île et du pays</p>	<ul style="list-style-type: none"> - La proportion de femmes dans l'emploi total - la qualité de la place de la femme dans les structures professionnelles créées dans le cadre du projet 	<ul style="list-style-type: none"> - Enquêtes rapides qualitatives - rapports des ONG - données administratives 	<p>les leaders politiques et communautaires ainsi que les femmes s'engagent dans l'action</p>
<p><i>3.1.1 organiser de séances d'information et de sensibilisation spécifiques pour les femmes dans le domaine de l'entrepreneuriat</i></p>	<ul style="list-style-type: none"> - nombre de séances de formations tenues - nombre de femmes touchées 	<ul style="list-style-type: none"> - rapports du projet - rapports des réunions 	<p>Existence d'ONG locale pour mener l'activité efficacement</p>
<p><i>3.1.2. organiser des cours d'alphabétisation fonctionnelle pour les femmes incluant des notions de base en gestion</i></p>	<p>Nombre de femmes formées</p>	<p>Rapports de formation</p>	<p>Existence d'ONG locale pour mener l'activité efficacement</p>
<p><i>3.1.3. promouvoir des instruments spécifiques pour le financement des projets portés par des femmes dans les domaines couverts par le programme</i></p>	<p>Nombre d'instruments opérationnels</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Rapports du projet - Rapport des institutions financières 	<p>Les pouvoirs publics et les institutions financières s'impliquent dans l'action</p>
<p><i>3.1.4. favoriser la participation des femmes dans les GIE et les coopératives promus par le programme en priorisant, dans l'octroi de subventions et autres avantages, aux structures dans lesquelles elles sont bien représentées ou elles assurent le leadership</i></p>	<ul style="list-style-type: none"> - Nombre de femmes dans les GIE - nombre de GIE dirigée par des femmes 	<ul style="list-style-type: none"> - rapports du projet - rapports des OP 	<p>les femmes sont acquises à la nécessité de leur implication dans l'activité économique</p>
<p><i>3.1.5. A compétences égales, favoriser le recrutement des femmes dans les différents postes ouverts dans la mise en œuvre des différents volets du projet</i></p>	<p>Proportion de femmes dans les équipes de mise en œuvre du projet</p>	<p>Rapports du projet</p>	<p>les femmes ont les compétences et postulent aux différents postes ouverts dans le cadre du projet</p>

8. CHRONOGRAMME DES ACTIVITES

Du: date de démarrage du Programme													
Au: date de clôture du Programme													
Activité	Mois 1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	Organisme de mise en œuvre
Résultat 1: Les conditions de production sont améliorées et la production protégée													
Préparation	X	X	X										
Activité 1. a.1 :													
<i>Former les intervenants sur les normes de qualité de production</i>													
Exécution				X	X	X	X	X	X	X	X	X	Ministère, Agence1 Partenaire1
Préparation	X	X	X										
Activité 1. a.1.3 :													
<i>Rendre l'eau disponible pour la production maraîchère dans les sites de production</i>													
Exécution				X	X	X	X	X	X	X	X	X	Ministère, Agence1 Partenaire1
Préparation	X	X	X										
Activité 1. a.1.4 :													
<i>Equiper les maraîchers</i>													
Exécution				X	X	X	X	X	X	X	X	X	
Préparation	X	X	X										
Activité 1. a.1.5 :													
<i>Former les maraîchers sur les techniques de production</i>													
Exécution				X	X	X	X	X	X	X	X	X	
Préparation	X	X	X										
Activité 1. A.1.6 :													
<i>Appuyer les maraîchers pour l'obtention des intrants et semences</i>													
Exécution				X	X	X	X	X	X	X	X	X	
Préparation	X	X	X										
Activité 1. a.1.7 :													
<i>Appuyer techniquement sur l'utilisation des intrants</i>													
Exécution				X	X	X	X	X	X	X	X	X	
Préparation	X	X	X										
Activité 1. A.1.8 :													
<i>Sensibiliser les bénéficiaires sur les conditions de production</i>													
Exécution				X	X	X	X	X	X	X	X	X	
Préparation	X	X	X										
Activité 1. a.1.9 :													
<i>Former et appuyer techniquement les maraîchers sur la maintenance des équipements</i>													
Exécution				X	X	X	X	X	X	X	X	X	

RESULTAT 1. a. 2 : L'accès au financement est facilité pour les promoteurs de la filière :													
Préparation													
Activité 1. a.2.1.	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
<i>Plaider auprès des autorités et des bailleurs pour soutenir le secteur de maraîchage</i>													
Exécution													
Préparation	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
Activité 1. a.2.2													
<i>Sensibiliser les institutions financières pour un soutien à la filière</i>													
Exécution													
Préparation	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
Activité 1. A.2.3.													
<i>Appuyer les promoteurs dans l'élaboration de dossiers bancables</i>													
Exécution													
Préparation	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
Activité 1.a.2.4.													
<i>Mettre en place une ligne de crédit accessible aux opérateurs de la filière</i>													
Exécution													
Résultat 1.b.1 : Les intrants pour la production avicole sont disponibles et accessibles													
Préparation													
Activité 1.b.1.1.	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
<i>Etablir des contrats avec des fournisseurs de provende et poussins pour approvisionner les promoteurs</i>													
Exécution													
Préparation	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
Activité 1.b.1.2													
<i>Commander et approvisionner les promoteurs en matériel d'élevage de volaille</i>													
Exécution													
Préparation	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
Activité 1.b.1.3.													
<i>Commander et approvisionner les promoteurs en vaccins et médicaments vétérinaires</i>													
Exécution													
Préparation	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
Activité 1.b.1.4.													
<i>Etablir des contrats d'assistance aux promoteurs avec une ONG professionnelle en santé animale</i>													
Exécution													
Préparation	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
Activité 1.b.1.5.													
<i>Acquérir une unité de fabrication de la provende</i>													
Exécution													

**ANNEXE 4:
Budget du Programme**

BUDGET DU PROGRAMME¹

PBF PROJECT BUDGET	
CATEGORIES	AMOUNT
1. Provisions, produits, équipement et transport	261,600
2. Personnel (personnel, consultants et voyage)	110,300
3. Formation des partenaires	28,000
4. Contracts	611,140
5. Autres coûts directs	17,000
Sous-Total Coûts du Programme	1,028,040
Frais de gestion*	71,960
TOTAL	USD 1,100,000

*Les définitions des catégories se trouvent dans les instructions accessibles sur le site www.undg.org.

** Les frais de gestion ne doivent pas dépasser 7% du Sous-Total du coût du Programme.

¹ Le terme "programme" est utilisé pour projets, programmes et programmes conjoints.